

Un manifeste contre la LGV Pocl



Le bureau de l'association Non au Pocl, oui aux alternatives a présenté son manifeste, samedi. - CHANTEREAU Moïra-Sandrine

L'association Non au Pocl, oui aux alternatives présentait son manifeste intitulé « Appel pour demander l'abandon du projet de LGV Pocl au profit de la remise en état de la modernisation des lignes existantes », samedi, sur le site de la tour de Vesvre.

Repenser le grand centre de la France

Ce manifeste est à l'intention des acteurs du monde économique et social et les politiques (entreprises, commerçants, associations, communes, communauté de communes, syndicats...). Il demande aux pouvoirs publics de repenser l'aménagement du grand centre de la France, en abandonnant la construction d'une deuxième ligne de TGV reliant Paris à Lyon, en passant par Orléans et Clermont-Ferrand (Pocl) au profit d'une remise en état du réseau existant, délaissé par la politique du tout TGV, notamment les lignes Paris-Clermont-Ferrand, Paris-Toulouse et Lyon-Paris.

Devant des auditeurs conquis à leur cause, l'association présidée par Nelly Dequesne, a présenté ses arguments vérifiés par un groupe qui se réunit le samedi matin, en faveur de la réhabilitation des lignes existantes, dont la saturation ne serait pas avérée, comme en témoigne un rapport de la Cour des Comptes d'octobre 2014 indiquant que « le trafic du TGV est désormais stagnant ».

Les lignes de grande vitesse ne concernent que 7 % des voyageurs. « Plus on sera nombreux à dire "non" plus on aura de poids face aux élus », annonce le bureau, encourageant à signer et faire signer le manifeste.

400 communes concernées

Les quatre cents communes impactées par le tracé ont reçu le manifeste, la moitié aurait déjà répondu. La pétition lancée a déjà recueilli 6.000 signatures. L'association milite en faveur du maintien et de l'amélioration apportée sur les lignes existantes qui passent par une remise en état et une modernisation des voies afin de dynamiser le territoire.

Pour les opposants au projet de LGV, les bénéfices environnementaux et économiques du Pocl sont contestables et le coût budgétaire d'une nouvelle ligne ne serait pas soutenable avec un budget prévisionnel de 20 milliards d'euros.